



Union interfédérale des agents de la Fonction Publique FO
46, rue des petites écuries 75010 PARIS

Paris, le 17 avril 2020

Edouard PHILIPPE,
Premier Ministre

Monsieur le Premier Ministre,

Force Ouvrière Fonction publique est une des 3 premières organisations syndicales représentatives de la Fonction publique (1^{ère} à l'Etat, 2^{ème} à l'Hospitalière et 3^{ème} à la Territoriale). De fait, nous représentons des milliers d'agents de ces trois versants.

C'est fort de cette représentativité que nous vous écrivons solennellement ce jour pour vous demander, en tant que Premier Ministre, des engagements forts de votre Gouvernement.

A l'heure où des milliers de fonctionnaires œuvrent au quotidien pour sauver des vies, garantir la sécurité de nos concitoyens, assurer les contrôles et la sécurité sanitaires et alimentaires, garder les enfants dont les parents fonctionnaires sont mobilisés et plus généralement faire fonctionner les services publics, il est de nos responsabilités collectives de faire en sorte que cet investissement sans précédent se concrétise.

Pour FO fonction publique, il y a une nécessité absolue à stopper, et non simplement suspendre, toutes les réformes en cours. En restant sur notre périmètre Fonction publique, nous vous demandons de stopper :

- L'application de la loi de transformation de la Fonction publique et notamment réinstaurer toutes les compétences des CAP et maintenir les CHSCT.
- Action publique 2022,
- La réforme territoriale,
- Le plan « ma santé 2022 »

Stopper les réformes en cours ne signifie pas rester dans la situation actuelle, bien au contraire. Cependant, ces réformes engagées ne sont que des corollaires des réformes précédentes (RGPP, MAP, Loi Notre, HPST, etc.) qui sont à l'origine des conditions de travail et d'accueil désastreuses que nous connaissons dans les services publics.

C'est donc solennellement, je le répète, que nous vous demandons de les stopper et de lancer un grand débat sur les missions des services publics, leur organisation et la nécessaire adéquation avec les moyens humains et matériels pour les assurer. Le Conseil National des Services Publics pourrait être l'instance idoine pour ce débat.

Poursuivre les réformes après la crise serait un non-sens et contraire même aux propos du Président de la République du 13 avril dernier :

"Il nous faudra nous rappeler que notre pays tient tout entier sur des femmes et des hommes que nos économies reconnaissent et rémunèrent si mal."

"Sachons sortir des sentiers battus et des idéologies, sachons nous réinventer. Moi, le premier".

Par ailleurs, au-delà de la prime qui va être prochainement accordée à certains fonctionnaires et agents publics et dont les modalités vont entraîner des inégalités et même des injustices, et qui ne résoudra pas les problèmes de perspectives de carrière et de pouvoir d'achat, nous vous demandons de bien vouloir vous engager sur une véritable refonte des carrières des trois catégories de fonctionnaires, C, B et A. Comme vous le savez, le 1^{er} janvier 2020, l'augmentation du SMIC a démontré les faiblesses des rémunérations des fonctionnaires, les premiers échelons de la catégorie C passant en dessous du SMIC.

FO Fonction publique l'a toujours dit, le Protocole PPCR (Parcours Professionnels, Carrières et Rémunérations), que nous n'avons pas signé, était très loin de répondre aux attentes légitimes des agents. Preuve en est, alors que sa dernière tranche est encours d'application, le SMIC l'a déjà rattrapé.

Là aussi, menons une réflexion de fond sur les diplômes, les recrutements, les catégories hiérarchiques et organisons des déroulements de carrières attractifs.

Monsieur le Premier Ministre, quand la tension extrême liée au COVID-19 va retomber dans les services, et nous l'espérons tous, que nous aurons éradiqué au plus vite ce virus, les attentes vont être extrêmement fortes.

Très rapidement vont resurgir les conséquences néfastes de décennies des politiques publiques :

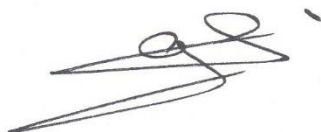
- les suppressions de postes,
- les 10 ans de gel de la valeur du point d'indice,
- les fermetures de services,
- les restructurations, etc....

FO Fonction publique sera bien entendu aux cotés de ses syndicats et agents publics pour continuer de porter leurs revendications.

Pour autant, conformément aux propos du Président de la République, il semble possible que la vision dogmatique de réduction de la dépense publique et sa marchandisation ne soient plus l'alpha et l'oméga des prochaines politiques publiques. Il faut donc passer des paroles aux actes.

Dans cette perspective, nous tenons à vous indiquer que FO Fonction publique est prête à s'engager dans des négociations pour une fonction publique attractive, efficace, exemplaire et porteuse de droits et garanties pour les fonctionnaires, les agents publics et les usagers.

Dans l'attente de votre réponse sur ces points, nous vous prions de croire, Monsieur le Premier Ministre, en l'assurance de notre haute considération.



Christian Grolier, secrétaire général de l'UIAFP-FO